

## Déclaration liminaire CTL du 26/03/2019

**Monsieur le Président,**

Les annonces destructrices pour la DGFIP et pour la Fonction publique dans son ensemble s'accumulent. Les pièces du puzzle s'assemblent une à une dessinant un paysage apocalyptique pour les 3 prochaines années.

L'objectif du gouvernement : supprimer 50 000 emplois dans la Fonction publique d'État d'ici 2022. **Combien pour la DGFIP ? entre 18 000 et 25 000. Dans le même temps, 16 000 collègues partiront à la retraite. A l'horizon 2022, ce sont donc entre 2 000 et 9 000 agents qui se retrouveraient sans mission, sans résidence, sans chaise !** C'est tout l'objet du plan pluriannuel qui est aujourd'hui discuté par la Direction Générale... Une seule chose est sûre, c'est que bien loin de tenir compte de notre charge de travail, c'est à une accélération des suppressions d'emploi que nous devrions assister... Le Directeur Général ne s'en est jamais caché.

Aujourd'hui, l'objectif des pouvoirs publics est simple : externaliser, privatiser et abandonner des missions, supprimer des emplois, réduire par quatre le nombre des implantations, limiter l'accueil du public aux contacts dématérialisés, abattre notre statut, détruire le service public et ainsi, mettre à mal l'égalité de traitement des citoyens.

L'objectif de Solidaires Finances Publiques, qui devrait aussi être le vôtre, doit être aussi simple : empêcher la destruction de notre administration et préserver notre avenir personnel et professionnel... celui du service public et de la Fonction publique.

Les grandes manœuvres ont déjà commencé. Le périmètre de nos missions est attaqué et la manière de les exercer est bouleversée. Elles sont vidées de leur sens au détriment de l'intérêt général.

La géographie revisitée va aboutir à un déménagement violent et massif du territoire et divisera par quatre le nombre de nos implantations. Pour faciliter le tout, la loi Fonction publique va permettre de recruter des contractuels un peu partout, de mettre à mal nos garanties individuelles et collectives en supprimant le rôle des CAP, d'introduire une compétition malsaine entre services, entre les agents et entre titulaires et précaires.

Le supplice a assez duré, les agents de la DGFIP méritent le respect et la transparence sur leur avenir.

Solidaires Finances Publiques 59  
Cité Administrative - 9<sup>e</sup> étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE  
Tél : 03 20 95 63 90



[solidairesfinancespubliques.dr59@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.dr59@dgfip.finances.gouv.fr)  
[solidairesfinancespubliques59@gmail.com](mailto:solidairesfinancespubliques59@gmail.com)  
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)

Personne ne peut aujourd'hui se croire à l'abri, quel que soit son grade, quelle que soit son affectation, quelle que soit la mission qu'il exerce.

Voilà pourquoi aujourd'hui, Solidaires Finances Publiques veut continuer à se faire entendre, et réclame :

- l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- l'abandon immédiat de tous les projets en cours : géographie revisitée du directeur général, expérimentations d'agences comptables, concentration des SIP, SIE et SPF, transfert de la mission cadastrale à l'IGN, agence unique de recouvrement des recettes fiscales et sociales ;
- l'ouverture de véritables discussions sur le devenir des missions, des implantations territoriales et le maintien des garanties individuelles et collectives dans le cadre des CAP sur la base de règles de gestion transparentes et négociées au niveau national ;
- la mise en place d'un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à la hauteur des besoins ;
- une opération massive de repyramidage des emplois par une amélioration des volumes de promotions de grade au sein de chaque catégorie et un large plan de promotions de C en B et de B en A ;
- l'augmentation de la valeur du point d'indice ;
- la revalorisation immédiate des régimes indemnitaires de 200 euros brut par mois, via l'IMT et leur intégration dans le traitement ;
- l'attribution à toutes et tous de la prime exceptionnelle de 200 euros.

Les mobilisations du 14 mars à Tourcoing et du 28 mars à Paris ont montré la détermination des agents des Finances Publiques à se battre contre l'entreprise de destruction menée de concert par le gouvernement et la Direction Générale, à vouloir lutter pour le maintien de la qualité du service public et le maintien de conditions de travail a minima décentes.

Solidaires Finances Publiques 59  
Cité Administrative - 9<sup>e</sup> étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE  
Tél : 03 20 95 63 90



[solidairesfinancespubliques.dr59@dgfp.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.dr59@dgfp.finances.gouv.fr)  
[solidairesfinancespubliques59@gmail.com](mailto:solidairesfinancespubliques59@gmail.com)  
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)